

Association Cultuelle Baha IE

**Rapport du commissaire aux comptes sur
les comptes annuels**

Assemblée générale du 15 septembre 2025

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association Cultuelle Baha IE
Association Cultuelle
45 rue Pergolèse
75016 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS **Exercice clos le 31 décembre 2024**

A l'assemblée générale de l'Association Cultuelle Baha IE

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Cultuelle Baha IE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le 15 septembre 2025 à Neuilly sur Seine

Le commissaire aux comptes

Grant Thornton SAS

Membre français de Grant Thornton International

Signé numériquement par: Rudy JARDOT
Organisme: GRANT THORNTON
Unité organisationnelle: 0002 632013843
Limites d'utilisation: Explicit Text: ETSI EN 319 411-2 compliant certificates for natural persons (QCP-N-QSCD) : Signature and Authentication Explicit Text: ETSI EN 319 411-2 compliant certificates for natural persons (QCP-N-QSCD) : Authentication and Signature
Date: 15/09/2025 13:40:09

Rudy Jardot

ASSOCIATION BILAN ACTIF

ASSOC CULTUELLE BAHAI'IE DE FRANCE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			01/01/2023 au 31/12/2023
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilitisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et d'veloppement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres				
Immobilitisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilitisations corporelles				
Terrains	146 061		146 061	146 061
Constructions	2 970 313	1 571 994	1 398 318	1 477 295
Installations techn., mat'riel et outill. ind.				
Autres	127 855	89 207	38 648	44 986
Immobilitisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reus par legs ou d. dest. à ˆtre c'eds	150 000		150 000	150 000
Immobilitisations financi'eres				
Participations et cr'ances rattache'es				
Autres titres immobilis'es	56 155		56 155	54 481
Prˆts				
Autres				
TOTAL (I)	3 450 383	1 661 201	1 789 182	1 872 822
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Cr'ances				
Cr'ances clients, usagers et comptes ratt.	140		140	
Cr'ances reues par legs ou donations	29 353		29 353	29 353
Autres	3 332		3 332	59 158
Valeurs mobili'eres de placement				
Instrument de tr'sorerie				
Disponibilit'es	1 044 485		1 044 485	818 721
Charges constat'es d'avance	1 360		1 360	6 644
TOTAL (II)	1 078 671		1 078 671	913 877
Frais d'ˆmission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	4 529 054	1 661 201	2 867 853	2 786 699

ASSOCIATION BILAN PASSIF

ASSOC CULTUELLE BAHAI'E DE FRANCE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PASSIF	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	1 500 000	1 500 000
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	622 861	659 427
Autres		
Report à nouveau	370 851	428 746
Excédent ou déficit de l'exercice	35 823	-94 461
<i>Situation nette (sous total)</i>	2 529 535	2 493 712
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	2 529 535	2 493 712
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	119 504	119 504
Fonds dédiés	179 378	77 818
TOTAL (II)	298 882	197 323
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (III)		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 186	23 349
Dettes des legs ou donations	2 674	59 849
Dettes fiscales et sociales	17 576	12 466
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (IV)	39 435	95 665
Ecarts de conversion passif		
(V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 867 853	2 786 699

ASSOC. RÉSULTAT (LISTE)

ASSOC CULTUELLE BAHAI'IE DE FRANCE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	4 974	4 876
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	1 569 105	1 587 130
Mécénats	5 000	
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	20 264	9 007
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	510	
Utilisations des fonds dédiés	73 258	19 067
Autres produits	400	400
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 673 511	1 620 481
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	92 694	63 306
Aides financières	1 120 182	1 363 019
Impôts, taxes et versements assimilés	13 283	12 859
Salaires et traitements	125 724	95 164
Charges sociales	48 661	36 912
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	83 039	82 495
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	174 818	73 842
Autres charges	2	103
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 658 402	1 727 701
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	15 108	-107 219
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 675	1 064
Autres intérêts et produits assimilés	14 061	11 091
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	15 736	12 155
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	15 736	12 155

ASSOC. RÉSULTAT (LISTE)

ASSOC CULTUELLE BAHAI'IE DE FRANCE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	30 844	-95 065
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	4 979	603
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	4 979	603
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	4 979	603
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 694 226	1 633 239
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 658 402	1 727 701
EXCÉDENT OU DÉFICIT	35 823	-94 461
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		-33 557
Bénévolat	67 448	
TOTAL	67 448	-33 557
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		13 663
Prestations en nature		
Personnel bénévole	67 448	-47 220
TOTAL	67 448	-33 557
TOTAL	35 823	-94 461

Note 1 : But, objet, nature et périmètre de ses activités, moyens mis en œuvre

L'Association culturelle bahá'íe de France (ACBF) a pour but de subvenir aux frais, à l'entretien et à l'exercice public du culte bahá'í. Elle fonctionne sous l'autorité spirituelle de l'Assemblée spirituelle nationale des bahá'ís de France et de la Maison universelle de justice.

Elle s'interdit toute activité politique. Elle s'interdit également toute immixtion, directe ou indirecte, dans l'administration par l'Assemblée spirituelle nationale des bahá'ís de France des affaires spirituelles et administratives de la foi bahá'íe en France.

La présente Association a exclusivement pour objet l'exercice public du culte bahá'í.

Pour la réalisation de son objet, l'Association pourra :

- conclure tous contrats avec toute personne physique ou morale, privée ou publique, et accomplir tout acte juridique autorisé par la loi ;
- acquérir tous biens, meubles ou immeubles ;
- recevoir des libéralités de toutes natures ;
- accomplir tous actes de disposition à titre gratuit ou onéreux, et plus généralement, passer tous actes se rapportant directement ou indirectement à l'objet de l'Association.

Les ressources de l'Association se composent :

- des dons provenant exclusivement des bahá'ís ; ces dons ne doivent pas faire l'objet de sollicitation et seront effectués de manière libre et confidentielle, selon l'appréciation personnelle de chaque bahá'í ;
- des dons collectés par les Assemblées et les groupes formés par les bahá'ís au niveau local ; le montant et le rythme de ces contributions sont également laissés à la libre appréciation de l'instance bahá'íe locale ;
- des libéralités de toutes natures ;
- des intérêts et redevances et autres fruits des biens et valeurs qu'elle pourrait posséder ;
- de toutes autres ressources qui ne seraient pas contraires aux lois en vigueur, ni aux principes bahá'ís.

Note 2 : Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément au Plan Comptable Général (règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03) et au règlement N° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

Ces règlements ont été appliqués conformément aux règles de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Note 3 : Informations relatives au bilan : actif

1. Immobilisations corporelles :

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

L'association applique à l'ensemble de ses bâtiments le principe d'une comptabilisation des immobilisations amortissables par composants avec un plan d'amortissement propre à chacun des composants, conformément au règlement ANC n°2014-03.

Elle a défini 4 composants :

- gros œuvre
- façades
- installations
- agencements

Pour un bâtiment donné, le montant de chaque composant a été déterminé par application à la valeur historique d'un coefficient représentatif de sa quote-part déterminé sur la base de grilles professionnelles. Les durées d'amortissement des composants ont également été déterminées à partir de ces grilles.

	Quote-part du coût d'acquisition	Durée d'utilisation
Gros œuvre	50 % à 60 %	60 ans
Façades	10 % à 20 %	30 ans
Installations	10 % à 15 %	20 ans
Agencements	15 % à 20 %	15 ans

Le reste des immobilisations est amortie de manière linéaire en fonction des durées de vie estimées restantes des biens, à savoir :

Agencements et installations	15 à 20 ans
Matériel de bureau & informatique	3 ans
Mobilier	10 ans

- Tableau de variation des immobilisations en valeur brute

IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Virement de poste à poste	Acquisitions / Travaux	Sorties	Valeur brute à la fin de l'exercice
TERRAINS	146 061	0	0	0	146 061
CONSTRUCTIONS	2 975 411	0	0	5 099	2 970 312
INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIEL	125 541	0	2 313	0	127 854
IMMOBILISATIONS EN COURS	0	0	0	0	0

Total immobilisations corporelles	3 247 014	0	2 313	5 099	3 244 228
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	150 000		0	0	150 000
Titres immobilisés	54 481		1 674	0	56 155
Total immobilisations financières	54 481		1 674	0	56 155

- Tableau de variation des amortissements

AMORTISSEMENTS	Amortissements cumulés en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Amortissements cumulés en fin d'exercice
CONSTRUCTIONS	1 498 110	74 388	510	1 571 994
INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIEL	80 555	8 651	0	89 207
Total immobilisations corporelles	1 578 666	83 039	510	1 661 201
Total général	1 578 666	83 039	510	1 661 201

- Les centres bahá'ís locaux

L'association estime que les centres bahá'ís locaux, bien qu'étant la propriété légale de l'ACBF, ne constituent pas moralement des ressources financières disponibles pour l'association car ils sont destinés à l'usage des communautés locales et que le produit de leur éventuelle vente reviendrait à ces communautés.

2. Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

- Tableau des échéances des créances

Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
De l'actif immobilisé			
Prêts			
Autres immobilisations financières	56 155		56 155

Total I	56 155		56 155
De l'actif circulant			
Créances clients	140	140	
Créances reçues par leg	29 353	29 353	
Organismes sociaux	255	255	
Etat	3 077	3 077	
Produits à recevoir			
Total II	32 825	32 825	
Compte d'attente			
Charges constatées d'avance	1 360	1 360	
Total III	1 360	1 360	
Total général I+II+III	90 340	34 185	56 155

3. Produits à recevoir :

Détail des produits à recevoir	Montant
Disponibilités – Intérêts courus à recevoir	3 392
Total	3 392

4. Disponibilités et VMP :

- Disponibilités :

Les disponibilités sont composées des comptes bancaires et des livrets d'épargne de l'association qui affichent une situation positive pour une valeur globale de **1 044 485 €** (dont 3 392 € d'intérêts courus échus sur livrets).

- Valeurs mobilières de placement (VMP) :

Néant.

Note 4 : Informations relatives au bilan : passif**1. Tableau de variation des fonds propres :**

LIBELLE	Solde d'ouverture	Affectation du résultat N-1	Résultat de l'exercice N	Autre	Solde de clôture
Fonds propres sans droit de reprise Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires	1 500 000				1 500 000
Sous-total des fonds propres sans droit de reprise	1 500 000	0	0	0	1 500 000
Fonds propres avec droit de reprise Fonds propres statutaires Fonds propres complémentaires					
Sous-total des fonds propres avec droit de reprise	0	0	0	0	0
Ecarts de réévaluation Réserves Réserves statutaires ou contractuelles Réserves pour projet de l'entité Autres Réserve réfection Centre national Réserve pour investissement Centre national Report à nouveau	112 246 547 181 428 746	 -94 461		- 4 624 - 31 943 36 566	107 623 515 238 370 851
Sous-total	1 088 173	-94 461	0	0	993 712
Résultat de l'exercice	-94 461	+94 461	+35 823	0	35 823
Total des fonds propres	2 493 712	0	+35 823	0	2 529 535

2. Autres réserves :

Le Fonds dédié à la rénovation du Centre national a été clôturé au 31 décembre 2017. Les dons assignés à ce fonds ont été logés pendant plusieurs années dans une réserve pour investissement lors de l'affectation de chaque résultat annuel voté en Assemblée générale jusqu'à l'Assemblée générale des comptes annuels 2017. Le résultat a de ce fait été largement excédentaire durant quelques années puisqu'il intégrait ces fonds assignés. Les travaux de rénovation du Centre national étant terminés l'équivalent des dotations aux amortissements liés à ces travaux de rénovation est maintenant déduit de cette réserve d'investissement pour être contrebalancé par un mouvement opposé dans le compte du report à nouveau.

3. Fonds dédiés :

Les fonds dédiés provenant de dons assignés sont comptabilisés au passif du bilan à la clôture à hauteur de la partie non encore employée des ressources collectées auprès des donateurs et affectées par ces derniers à des emplois déterminés.

- Tableau de variation des fonds dédiés

La situation des fonds dédiés au 31 décembre 2024 se présente comme suit :

N° compte	Fonds dédiés	Solde au 31/12/2023	Reports	Utilisation	Solde au 31/12/2024
Fonds reportés liés aux legs ou donations					
19110000	Fonds reportés	119 504	0	0	119 504
Contributions financières d'autres organismes					
19511000	Dons dédiés BWC ASL	155	140	155	140
19511100	Dons dédiés mausolée ASL	135	20	135	20
19512000	Dons dédiés France	0	1 200	0	1 200
Ressources liées à la générosité des croyants					
19611000	Dons dédiés BWC IND	17 556	27 216	17 556	27 216
19611100	Dons dédiés mausolée IND	5 931	11 215	5 931	11 215
19611500	Paiements dédiés huquq	49 481	43 746	49 481	43 746
19612000	Dons dédiés France ind.	430	80 100	0	80 530
19612100	Futur centre Paris ind.	4 130	695	0	4 825
19612200	Dons dédiés futur CTR Rouen	0	8 501	0	8 501
19612300	ASL Lille SECUR Dons dédiés	0	1 984		1 984
	Total	197 322	174 818	73 258	298 882

Il n'y a aucun remboursement ni aucun transfert à signaler.

Les dons dédiés en faveur de projets spécifiques en France (196120), les dons dédiés en faveur d'un futur centre baha'i à Paris et Rouen (196121 & 192122) et les dons dédiés liés à l'ASL de Lille (196123) correspondent tous à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices.

Remarque : le huquq correspond à un fonds destiné à être employé au mieux en fonction des urgences, des priorités et des besoins de la communauté internationale bahá'íe (entretien des lieux saints bahá'ís, construction de nouveaux temples, etc...).

5. Dettes :

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

- Tableau des échéances des dettes

Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	Plus d'un an et moins de 5 ans
Emprunts et dettes assimilées			

Fournisseurs et comptes rattachés	19 186	19 186	
Dettes reçues par leg	2 674	2 674	
Personnel et comptes rattachés	5 380	5 380	
Organismes sociaux	11 691	11 691	
Impôt - prélèvement à la source des employés	504	504	
Emprunt et dettes			
Groupe et Associés	0	0	
Total des dettes	39 435	39 435	
Produits constatés d'avance	0	0	
Total général	39 435	39 435	

6. Charges à payer

Détail des charges à payer	Montant
Fournisseurs – Factures non parvenues	8 502
Dettes sociales – Congés payés	5 286
Dettes sociales – Charges s/ congés payés	2 150
Total	15 938

Note 5 : Informations relatives au compte de résultat

- Ressources liées à la générosité du public :

Les ressources liées à la générosité du public sont essentiellement composées de dons manuels. Les mécénats restent rares car les critères d'acceptation sont très restrictifs. Les dons manuels correspondent en fait à des dons offerts sur une base volontaire (ce que l'association dénomme "contributions"). Ces dons se font en grande majorité par virements, mais aussi par chèques et, pour une infime partie, par espèces. Ils sont soit directement employés par l'association soit, conformément à l'article 19 de la loi du 9 décembre 1905, versés à d'autres associations constituées pour le même objet.

Comme l'association ne fait pas appel à la générosité du public, elle est dispensée d'établir un CROD et un CER.

Etat des avantages et ressources provenant de l'étranger :

Etat du contributeur	montant total des avantages et ressources
Royaume-Uni	2 550,00 €
Maroc	3 237,00 €
Belgique	1 680,00 €
Suisse	290,00 €
Ghana	1 900,00 €
Sénégal	2 000,00 €
Total	11 657,00 €

- Contributions financières :

Les contributions financières proviennent entièrement de dons d'Assemblées spirituelles locales enregistrées en France.

- Autres produits :

Les autres produits comprennent des loyers reçus par des opérateurs téléphoniques suite à la pose d'une antenne relais sur un bâtiment appartenant à l'association ainsi qu'un loyer permettant à un habitant de village de pouvoir jouir durant la saison de la chasse d'un terrain non bâti de l'association.

- Rémunérations du personnel : rémunération d'un dirigeant

L'Association cultuelle bahá'íe de France atteste :

- qu'elle est gérée et administrée à titre bénévole (voir note 7 de l'annexe),
- qu'elle ne procède à aucune distribution de bénéfice directe ou indirecte,
- qu'aucun des membres de l'association ou leurs ayants droits ne sont attributaires d'une part quelconque de l'actif de l'Association.

Ce cadre étant posé, et dans le but de réaliser son objet et de répondre au mieux aux multiples besoins du culte bahá'í en France, l'Assemblée générale de l'Association cultuelle bahá'íe de France tenue le 03 juin 2016 a décidé, à la majorité des deux tiers de ses membres, au vu de ses ressources financières propres des trois derniers exercices, d'attribuer une rémunération à sa secrétaire (générale) au titre d'un mandat social à plein temps pour le poste d'officier à compter de juillet 2016. En effet, en l'absence de clergé, c'est l'activité opérationnelle de la secrétaire (générale) de l'Association qui permet d'assurer les conditions matérielles du culte bahá'í en France.

A ce titre, sa rémunération s'élève à 46 470 euros brut pour l'exercice 2024.

- Tableau des produits et charges exceptionnels

Produits exceptionnels	31/12/2024
Autres produits exceptionnels s/ opération de gestion	4 979
TOTAL	4 979

Charges exceptionnelles	31/12/2024
	0
TOTAL	0

- Honoraires du commissaire aux comptes

Honoraires versées en 2024 dans le cadre de la mission d'audit légal des comptes : 7 600€

- Modalités de répartition des produits et des charges des activités en relation avec l'exercice public d'un culte

Tableau récapitulatif de la part des produits et charges liés aux activités en relation avec l'exercice public d'un culte

	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS DE L'EXERCICE	100%	100%
CHARGES DE L'EXERCICE	100%	100%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	100%	100%

Note 6 : Engagements hors bilan

- Indemnités de départ à la retraite

La provision pour départ à la retraite n'a pas été évaluée au 31 décembre 2024.

Elle ne représente pas un montant significatif étant donné l'effectif et l'ancienneté.

Note 7 : Autres informations

- Détail des fournisseurs et comptes rattachés : **19 186 €**.
 - Dette ACSP (nettoyage) pour 519 €
 - Dette ACTION pour 71€
 - Dette Amazon pour 208€
 - Dette CAMOENS pour 205€
 - Dette D. Associations pour 7 560€
 - Dette Edenred pour 625 €
 - Dette EDF pour 596 €
 - Dette Free pour 16 €
 - Dette SLG Expertise pour 884 €
 - Une facture non parvenue pour le Commissaire Aux Comptes dont le montant est évalué à 8 502 €
- Détail des dettes fiscales et sociales : **17 576 €** (il s'agit principalement de la provision pour congés à payer et de dettes envers des organismes sociaux).
- Bénévolat : **67 448€**. La méthodologie appliquée dans les états financiers pour estimer la part du bénévolat quantifiable peut se résumer ainsi. Dans un premier temps nous avons calculé le volume horaire de présence de chaque membre lors des réunions de Conseil d'administration qui se tiennent les week-ends ou en soirée. Ensuite, nous avons ajouté un volume d'heures forfaitaire de 10h par mois par membre, de 15h par mois pour la présidence, de 20h par mois pour le secrétariat rapporteur et la trésorerie, de 25h par mois pour la secrétaire générale. Puis nous avons ajouté un volume d'heures forfaitaire de 30h par mois pour le gardien bénévole de l'appartement où a séjourné une figure centrale de la Foi baha'ie au début du XXème siècle. Nous avons ajouté un volume d'heures forfaitaire de 120h par mois pour la régisseuse bénévole du Centre national bahá'í quand le Centre national était ouvert et de 10h les autres mois. Nous n'avons décompté aucune heure de bénévolat pour les autres membres de l'ACBF, même s'il est évident qu'il y en a eu, ni pris en compte le temps consacré par ceux qui entretiennent à titre bénévole les centres bahá'ís locaux. Enfin

nous avons multiplié ce total de 4 174 heures par le taux horaire du SMIC et le taux de charges sociales moyen de l'association. Il n'y a pas eu de bénévole en année de service en 2024 au siège de l'association.

- Explication sur le legs en cours : **51 199 €**

Une succession est en cours auprès d'une étude notariale au profit de bénéficiaires dont l'Association cultuelle bahá'íe de France. L'acte de succession n'a pas encore été signé. La procédure de succession s'est étalée sur plusieurs années (nous entrerons en 2026 dans la huitième année) en raison de la complexité du dossier (multiples héritiers potentiels dans plusieurs pays de langues et réglementation différente). Notre association a dû avancer des charges de copropriété pour éviter la vente du bien par adjudication votée par l'Assemblée générale des copropriétaires au vu de la lenteur de la procédure de succession et de la dette qui s'accumulait. Le montant attendu de la succession sera plus élevé que les avances déjà engagées.

- Explication sur un legs en cours non renseigné en créance

L'Assemblée générale de l'Association en date du 15 novembre 2024 a décidé d'accepter le legs d'une croyante décédée le 25 août 2024 dont l'acte de succession a finalement été signé en juin 2025. Cette succession ne comportait que des avoirs financiers et aucun bien immobilier d'où l'absence d'obligation de renseigner cette créance d'environ 56 K€ dans les comptes annuels 2024. Ce legs, une fois reçu, sera comptabilisé dans l'exercice 2025.

- Information concernant une assurance vie en cours

L'Assemblée générale de l'Association en date du 15 novembre 2024 a décidé d'accepter le bénéfice du contrat d'assurance vie d'une croyante décédée le 28 mai 2023. On notera que le contrat d'assurance-vie a été malencontreusement rédigé en faveur de l'ancien nom légal de l'Association, c'est-à-dire l'Assemblée spirituelle nationale des baha'is de France, avant que celle-ci ne se transforme en Association cultuelle baha'ie de France comme l'atteste la publication au journal officiel n°49 du 08 décembre 1993 page 4195 article 1809. En raison de cette difficulté légale, l'Association a jugé prudent de ne pas renseigner le produit de cette assurance vie en créance tant que la procédure n'aura pas abouti.

- Information concernant un litige avec l'administration fiscale

Dans un courrier daté du 29 juillet 2025 l'Association a porté devant le Pôle Gestion Fiscale de Paris une réclamation contentieuse conservatoire avec sursis de paiement au sujet de deux avis d'imposition de taxes sur les locaux à usage de bureaux pour les années 2020 et 2021 respectivement à hauteur de 7 096 € en 2020 et de 7 024 € en 2021. L'Association conteste l'imposition de ces taxes en se fondant sur les termes de V.3° de l'article 231 ter du CGI, dans lesquels sont exonérés de la taxe les locaux à usage de bureaux d'une superficie inférieure à 100 mètres carrés. Or, d'après le relevé de superficie d'un architecte transmis au Pôle Evaluation Locaux Professionnels le 05 janvier 2022 et d'après un certificat de mesurage de surface au sol effectué par un géomètre expert transmis le 24 mai 2025 à ce même Pôle, la superficie totale de nos locaux à usage de bureaux est bien inférieure à 100 m² ce qui devrait exonérer nos locaux du paiement de ces deux taxes.

- Effectifs (en ETP)

	31/12/2024	31/12/2023
Ingénieurs et cadres	1,25	1
Agents de maîtrise	0	0
Employés et techniciens	2	1,33
Ouvriers	0	0
TOTAL	3,25	2,33